



## Déclaration de Dégâts = 1 dossier par commune et par culture

### Portail de télédéclaration des dégâts de grands gibiers

la télédéclaration des dégâts est disponible sur le site <https://teledeclaration.chasseurdefrance.com/>

- en vue d'une **expertise PROVISOIRE** : à déclarer dès les premiers dégâts constatés, et devra être complété par une déclaration avant récolte
- en vue d'une **expertise DEFINITIVE** : à recevoir 8 jours ouvrés avant la récolte



**La parcelle objet des dommages ne doit pas être récoltée avant l'expertise** ou l'expiration du délai prévu pour celle-ci (article R.426-13 du Code de l'environnement)

#### Informations obligatoires :



- l'Identification complète du demandeur
- la culture concernée (**préciser s'il s'agit de culture de production de semences**)
- la surface détruite (attention ! ce n'est pas une surface endommagée)
- la désignation des parcelles sinistrées et l'évaluation de la surface détruite, la perte en quintaux et du montant sollicité par parcelle
- la période de cause des dégâts, y compris la date d'apparition des 1<sup>ers</sup> dégâts)
- date et signature

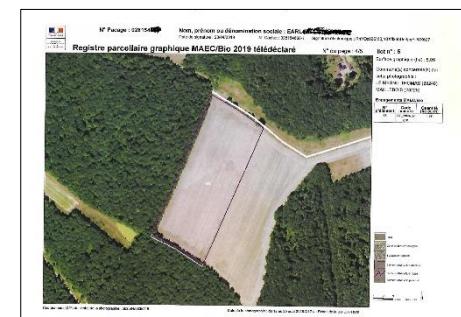
Si votre dossier à fait l'objet d'une déclaration provisoire, indiquer le numéro du dossier déjà ouvert, et remettre les parcelles à l'identique de la déclaration initiale (mêmes parcelles, même ordre)

#### Documents (lisibles) de l'année en cours à joindre dès le dépôt de votre déclaration

**S'il s'agit d'une nouvelle déclaration**, à joindre en plus du document ci-dessus :

- ⇒ 1 RIB de l'exploitation (pas de RIB d'un compte personnel) où figure les BIC et IBAN
- ⇒ la **photographie du Registre Parcellaire Graphique PAC** de l'année en cours (avec détail des îlots et surfaces) de la parcelle endommagée pour chaque dossier (réduit au format A4 si possible). L'échelle choisie doit permettre de localiser facilement (commune, lieu-dit, route...) les parcelles endommagées
- ⇒ **Sur chaque plan (que vous aurez agrafé avec la déclaration concernée)** :
  - délimiter l'îlot concerné et indiquer la nature de la culture
  - indiquer les cultures des parcelles voisines.

Un même plan ne peut pas servir pour 2 déclarations différentes.



- ⇒ s'il s'agit d'une **culture Bio**, le certificat de conformité BIO délivré par un organisme spécialisé (ex : ECOCERT)

Si votre culture fait l'objet d'un contrat (les contrats d'achat ne sont pas recevables)

- ⇒ le contrat de production sur lequel doit apparaître obligatoirement :
- une date de contrat antérieure au semis
- une **culture géo-référencée de manière précise (cadastre ou îlots PAC)**
- un itinéraire spécifique, précisé dans un cahier des charges
- des précisions relatives au volume sous contrat et au prix d'achat de la récolte.

## **Décret n° 30 décembre 2023 relatif à l'indemnisation des dégâts causés par le grand gibier aux cultures et aux récoltes agricoles**

### **Article R.426-10 – Parcelle culturelle**

Au sens des dispositions du présent chapitre, il faut entendre par parcelle culturelle l'ensemble des parcelles ou des parties de parcelles cadastrales adjacentes d'une exploitation agricole supportant la même culture.

Les fossés, rus, haies, bandes enherbées, bordures de champ, murets, alignements d'arbres, chemins et voies communales n'interrompent pas la continuité des parcelles culturelles.

### **Article R426-12 – Déclaration et délai de déclaration des dégâts**

1- les exploitants agricoles qui ont subi des dommages mentionnés à l'article L.426-1 doivent adresser sans délai au Président de la fédération départementale des Chasseurs, par courrier une déclaration nous indiquant :

2- 1° Sous peine d'irrecevabilité de la demande, la date d'observation des premières manifestations des dégâts, la nature, l'étendue et la localisation des dégâts ainsi que l'évaluation des quantités détruites et le montant de l'indemnité sollicitée, compte tenu du dernier barème départemental;

- Si possible, l'espèce des animaux responsables des dégâts et le fonds de provenance présumée de ceux-ci ;

- Pour permettre l'évaluation finale des dommages avant la récolte, l'exploitant agricole doit adresser une déclaration définitive, même en l'absence de dégâts intermédiaires, à la fédération départementale au moins huit jours ouvrés avant l'enlèvement des récoltes, par courrier

### **Article R.426-11 – Seuil ouvrant droit à indemnisation**

 Le seuil minimal donnant lieu à indemnisation prévu à l'article L. 426-3 est fixé à 150 € par exploitation et par année cynégétique et par département.

### **Article R.426-11 – Abattement légal et réduction supplémentaire**

L'abattement proportionnel prévu au deuxième alinéa de l'article L. 426-3 est fixé à 2 % du montant des dommages retenus.

La réduction du montant de l'indemnisation en application du troisième alinéa de l'article L. 426-3 ne peut excéder 80 % du montant correspondant aux dommages retenus, abattement proportionnel de 2 % inclus.

### **Article R.426-11 – déclaration abusive et frais d'estimation à la charge du réclamant**

 En application du quatrième alinéa de l'article L. 426-3, les frais d'estimation sont intégralement à la charge du réclamant lorsque les quantités déclarées détruites sont plus de 10 fois supérieures aux dommages réels et pour moitié lorsque cette surévaluation atteint 5 à 10 fois.

Les frais d'estimation sont intégralement à la charge du réclamant lorsque le seuil n'est pas atteint.

### **Article R.426-13 – Déclaration de travaux et/ou remise en état**

Le réclamant doit déclarer ses travaux de remise en état au plus tard 8 jours après les avoir effectués.

### **Article R.426-13 – récolte de la parcelle**

La parcelle objet des dommages ne doit pas être récoltée avant l'expertise ou l'expiration du délai prévu pour celle-ci au troisième alinéa du présent article. Si l'estimateur ne s'est pas présenté dans ce délai pour constater les dégâts, son estimation est réputée conforme à celle du demandeur.

### **Article R.426-8 – Dates d'enlèvement des récoltes**

Elle définit les dates extrêmes habituelles d'enlèvement des différentes récoltes au-delà desquelles l'indemnisation n'est plus due. Elle détermine les cas de force majeure qu'elle peut être amenée à considérer.